

COMMUNE DE HAUTEFORT

AUTORISATION DE CIRCULATION

Monsieur le Maire de la Commune de HAUTEFORT,

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982, relative aux droits et aux libertés des communes, des départements et des régions, complétée et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-4 ;

Vu le code de la route et notamment les articles R 110-1 et suivant, R 411-5, R 411-8, R 411-18 et R 411-25 à R 411-28

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment l'arrêté du 06 novembre 1992 approuvant les nouvelles dispositions du Livre 1 - quatrième partie : signalisation de prescription et Huitième partie : signalisation temporaire,

VU la demande formulée le 25 février 2026 par l'Entreprise **INEO Infracom Agence Atlantique Sud – 46 avenue de la Source – 33370 SALLEBOEUF** représentée par **Bernard PRALINE** en faveur de l'entreprise **ORANGE UI Sud-Ouest 25 Rue Edouard Michaud – Site Beau Blanc – 87033 LIMOGES** représentée par **Sébastien THOMAS**,
VU la permission de voirie n° TE26052OP du Conseil Départemental, unité d'aménagement de Sarlat ;

Considérant que pour permettre à l'entreprise d'effectuer la réparation d'une chambre de tirage (remplacement cadre et tampons ORANGE sous chaussée), et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise et des usagers de la voie, il est nécessaire de réglementer la circulation – Avenue de l'Europe sur la commune de HAUTEFORT – le 16 mars 2026.

Sur proposition de Monsieur le Maire de Hautefort-Saint Agnan,

ARRETE :

ARTICLE 1 : Sur la période du **16 mars au 16 avril 2026**, au moment de l'intervention, la circulation, à hauteur du chantier, sera temporairement réglementée dans les conditions définies ci-après.

ARTICLE 2 : Le bénéficiaire, **ORANGE UI Sud-Ouest**, se charge de mettre en place une circulation alternée par feux de chantier ou par piquets mobiles de type K10 pour tous les véhicules.

ARTICLE 3 : Les restrictions suivantes seront instituées au droit du chantier :

- restriction sur chaussée courante,
- sens des points de repère croissants,
- circulation sur demi-chaussée,
- vitesse limitée à 30 kms/heure à hauteur du chantier,

ARTICLE 4 : La signalisation au droit et aux abords du chantier, maintenue en permanence en bon état, adaptée pendant les interruptions et enlevée à la fin des travaux ou de la manifestation, sous contrôle des services de la commune, par l'entreprise **ORANGE UI Sud-Ouest** chargée du chantier est sous son entière responsabilité. La signalisation sera mise en place suffisamment en amont et aval du chantier afin de prévenir tout risque d'accident et permettre aux automobilistes d'adapter leur conduite avec utilisation de panneaux B15/C18 si nécessaire pour alternat de circulation.


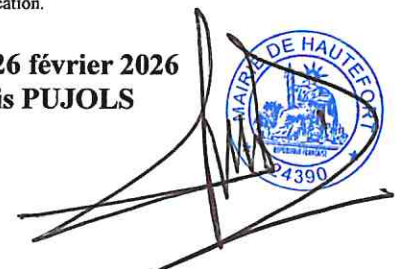
ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera publié et affiché aux extrémités du chantier et conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de Hautefort-Saint Agnan.

ARTICLE 6 : Monsieur le Commandant de Gendarmerie de Saint-Agnan, Monsieur le Maire de Hautefort, L'entreprise **ORANGE UI Sud-Ouest**, **sont destinataires d'une ampliation pour information et sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.**

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité.

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Compétent dans les 2 mois à compter de sa notification.

Fait à Hautefort, le 26 février 2026
Le Maire, Jean-Louis PUJOLS



MAIRE DE HAUTEFORT
24390